

Le pouvoir des sans pouvoir : bilans et perspectives de recherche sur l'action non violente comme politique du conflit

Manuel Cervera Marzal

► **To cite this version:**

Manuel Cervera Marzal. Le pouvoir des sans pouvoir : bilans et perspectives de recherche sur l'action non violente comme politique du conflit. Encyclo. Revue de l'école doctorale ED 382, Université Sorbonne Paris Cité, 2012, p.11-26. hal-00718711

HAL Id: hal-00718711

<https://hal-univ-diderot.archives-ouvertes.fr/hal-00718711>

Submitted on 27 Aug 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Encyclo

Revue de l'école doctorale ED 382

Économies

Pensée critique

Espaces

Politique

Sociétés

Pratiques sociales

Civilisations

MANUEL CERVERA MARZAL*

**LE POUVOIR DES SANS-POUVOIR :
BILAN ET PERSPECTIVES DE RECHERCHE SUR L'ACTION
NON-VIOLENTE COMME POLITIQUE DU CONFLIT¹**

L'action directe non-violente n'est pas qu'une sous-catégorie de l'action collective. Il faut prendre toute la mesure de la spécificité de la non-violence, entendue ici comme stratégie de lutte et non comme éthique ou philosophie de vie. Qu'en est-il alors des recherches sociologiques sur l'action non-violente et les mouvements de résistance civile ? En 1998, Jaques Sémelin, historien et politiste français, faisait – suite à un état des lieux des travaux sur la non-violence – le pénible constat que la science politique française souffrait d'un important déficit de réflexion en ce domaine². Treize ans plus tard, la situation a-t-elle changé ?

Cet article n'ambitionne pas seulement de compléter et renouveler le bilan de Jacques Sémelin. Il vise aussi à délimiter la catégorie sociologique d'*action non-violente* en restituant les multiples débats théoriques qu'elle alimente, à identifier les problématiques majeures de ce champ de recherche, à proposer une série d'hypothèses explicatives, à dresser une méthode conséquente pour les études de cas et à présenter les intérêts de ces travaux sur l'action non-violente pour la science politique dans son ensemble.

Problèmes de définition

La « non-violence » est un terme polysémique. Il désigne à la fois une doctrine éthique, préconisant l'abstention de toute violence dans quelque domaine que ce soit, et une stratégie de lutte, l'action non-violente, consistant « à lutter contre la violence sous ses diverses formes, directes et/ou structurelles, par des moyens excluant toute forme de violence directe³ ». Il importe de distinguer fermement ces deux notions. L'action non-violente, définie comme technique de luttes, ne présuppose nullement

* Université libre de Bruxelles – Université Paris Diderot - Paris 7
Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques (CSPRP)

¹ Nous empruntons cette expression à Vaclav Havel, « Le pouvoir des sans-pouvoir », dans Vaclav Havel, *Essais politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, pp. 65-158.

² Jacques Sémelin, « De la force des faibles. Lecture critique des travaux sur l'action non-violente et la résistance civile », *Revue Française de Science Politique*, 1998, n° 6, pp. 773-782.

³ Christian Mellon, Jacques Sémelin, *La non-violence*, Paris, PUF 1994, p. 14.

que ceux qui l'emploient adhèrent à un ensemble de principes éthiques ou religieux donnés. La non-violence, doctrine du refus radical de la violence, ne dit rien sur les manières concrètes d'agir en politique et en société. La sociologie politique n'étudie donc que le second pôle du concept, à savoir la non-violence en tant qu'action politique et stratégie de lutte entre des groupes et des nations (et non entre des individus, ce qui relève plutôt du concept de « communication non-violente ⁴ » et qui concerne la psychologie et non la science politique).

Quelques précisions s'imposent quant à la définition de notre objet. Premièrement, l'action non-violente est souvent présentée comme un « mode de *résolution* des conflits ». Or certains chercheurs, auxquels nous nous joignons, pensent plutôt qu'elle est un moyen de *poursuivre* un conflit et qu'elle doit être distinguée des moyens de le *résoudre*, comme par exemple la négociation ou le compromis, qui peuvent bien sûr accompagner ou non l'action non-violente, comme ils peuvent accompagner ou non une action violente. Deuxièmement, parce qu'elle est « active », l'action non-violente rejette explicitement la passivité et la soumission. Troisièmement, la catégorie d'action non-violente n'inclut pas les techniques d'action politique régulières et institutionnelles comme le vote, la procédure parlementaire ou le lobbying. Elle opère au-delà des moyens institutionnels. Enfin, quatrièmement, Kurt Schock, professeur de sociologie à l'Université de l'Ohio, précise utilement que l'action non-violente n'est pas l'action *sans* violence. L'action non-violente désigne des actions spécifiques qui impliquent un risque et invoquent une pression non-physique ou une contrainte non-violente dans une interaction contentieuse entre des groupes opposés⁵.

Partant de ces éléments de définition, Gene Sharp, politiste américain et véritable initiateur des études de la non-violence, distingue 198 formes d'action non-violente, dans son ouvrage fondateur de 1973, *The Politics of Nonviolent Action*. Il répartit ces actions en trois catégories : la persuasion et la protestation non-violentes (discours publics, déclarations, pétitions de masse, tracts, slogans et symboles, posters, banderoles, journaux, enregistrements audios, etc.) ; la non-coopération (sociale, économique ou politique) ; l'intervention non-violente (visant à perturber l'activité normale du système).

Mais le concept d'action non-violente ne fait pas l'unanimité entre les chercheurs. Deux autres notions lui disputent la primauté dans le même champ d'étude : celle de « résistance passive », en vogue avant 1970 mais de moins en moins utilisée du fait que les phénomènes étudiés ne sont en réalité jamais « passifs », et celle de « résistance civile », aujourd'hui utilisée aux États-Unis et introduite en France vers 1990. La résistance civile désigne un type d'action politique qui repose sur l'usage de méthodes non-violentes, qui est accomplie par des acteurs sociaux ou politiques appartenant à la société civile et/ou à l'appareil d'État, et qui vise à défendre cette société contre

⁴ Marshall B. Rosenberg, *La communication non violente au quotidien*, Paris, Jouvence, 2005.

⁵ Kurt Schock, « Nonviolent Action and Its Misconceptions: Insights for Social Scientists », *Political Science and Politics*, Vol. 36, n° 4, 2004, p. 705

l'agression dont elle est victime⁶. Notons que ces notions sont parfois utilisées simultanément par un même auteur, et que les différences ne sont pas toujours très claires dans l'esprit de ceux qui les emploient.

État de la recherche

Alors que la pratique de l'action non-violente a une longue histoire, son étude n'a commencé que récemment. Jacques Sémelin identifie deux causes du déficit de recherche sur l'action non-violente dans le domaine de la science politique française. Premièrement, les chercheurs ont négligé l'analyse des modes de contestation au profit de celle du suffrage universel. Deuxièmement, les rares auteurs s'étant arrêtés sur ces questions se sont contentés d'étudier l'action collective en démocratie mais jamais en dictature. Ajoutons, troisièmement, que les recherches sur les mouvements sociaux privilégient de façon disproportionnée l'étude des actions violentes sur celles non-violentes. Quatrièmement, comme le fait remarquer Ronald McCarthy, collègue de Gene Sharp, si l'action non-violente n'a jamais été étudiée pour elle-même, c'est parce qu'elle recoupe d'autres domaines du comportement humain, qui ont eux été beaucoup plus étudiés (les conflits sociaux, la violence et la répression étatiques, la guerre, l'action et la protestation collectives)⁷. L'action non-violente a ainsi été subsumée dans ces différents champs de recherche.

Malgré ce manque global de recherches sur l'action non-violente, quelques rares travaux ont vu le jour depuis la thèse de Clarence Case en 1923, portant sur les dynamiques sociologiques de la coercition non-violente. Mais, jusqu'à la fin des années 1960, la grande majorité de la littérature manque d'objectivité, puisqu'elle cherche à prouver l'absolue supériorité morale et politique de la non-violence. Probablement influencée par le contexte du mouvement des droits civiques américains, la décennie 1970 est fondatrice. Elle est celle d'un intérêt renouvelé pour le sujet et d'une littérature critique et objective, dépouillée de présupposés moraux. Elle donne lieu à des travaux – principalement anglo-saxons – cherchant à identifier les stratégies et les tactiques de l'action non-violente, et à déterminer les mécanismes psychosociologiques du changement social. Gene Sharp fonde à Harvard en 1984 un programme de recherche sur les « sanctions non-violentes », entraînant avec lui de nombreux universitaires qui sont aujourd'hui l'avant-garde de la recherche sur la non-violence : Peter Ackerman, Christopher Kruegler, Ronald McCarthy, Brian Martin et Patricia Parkman. Ces chercheurs anglo-saxons ont le mérite d'étudier le contexte de l'action non-violente et ses effets à long terme. Ils tentent, autant que faire se peut, de ne pas laisser transparaître leur attrait pour la non-violence, et d'analyser cette forme d'action comme un juriste positiviste décrirait sans

⁶ Adam Roberts, *The Strategy of Civilian Defence*, Londres, Faber, 1967 ; Jacques Sémelin, *Sans armes face à Hitler*, Paris, Payot, 1989, p. 49.

⁷ Ronald McCarthy, Gene Sharp, *Nonviolent Action: A Research Guide*, New York, Garland, 1997.

jugement de valeurs le droit positif de son pays. Dans les années 1990 Jacques Sémelin – qui avait dans sa jeunesse fait un séjour d'études aux côtés de l'américain Gene Sharp – introduit en France ce champ de recherche.

En 2000, cette école de recherche a donné naissance à deux ouvrages documentant de façon approfondie les méthodes et les campagnes d'action non-violente au XX^e siècle : *Nonviolent Social Movements* édité Stephen Zunes et *A Force More Powerful* de Peter Ackerman et Jack DuVall⁸. L'ensemble de cette littérature présente cependant deux défauts. Du fait de sa petite taille (peu de chercheurs, pas beaucoup de moyens, peu d'étudiants intéressés), sa connaissance des nombreux mouvements d'action non-violente du XX^e siècle reste lacunaire⁹. Le second problème découle du premier : le manque d'études de cas – bien documentés et analysés dans une optique spécifiquement « non-violente » – a pour conséquence de bloquer la réflexion plus théorique sur le rapport entre action non-violente, pouvoir et conflit. En effet, l'insuffisance de « données brutes » pénalise la réflexion heuristique se situant à un niveau de généralisation supérieur. Le manque de connaissances factuelles est un handicap pour une théorie plus générale.

Problématiques : émergence et succès de l'action non-violente

Les processus d'action non-violente et de résistance civile sont surprenants à double titre : par leur émergence tout d'abord, par leur relatif succès ensuite. Expliquons-nous. Lutter sans armes contre un adversaire armé ne va pas de soi. Face à l'agresseur (que ce soit un occupant, un dictateur, ou autre), l'agressé dispose de trois options : la collaboration, la passivité, ou la résistance. La troisième option est la plus périlleuse. La résistance, une fois que l'on a choisi de s'y engager, peut être menée selon deux modalités : avec des armes, ou sans armes. Ceux qui résistent sans armes le font souvent faute de mieux, parce qu'ils n'ont tout simplement pas de fusils à disposition, et non par conviction morale. L'incompréhensible réside ici : comment un groupe d'individus désarmés peut-il décider d'entrer en résistance ou en action contre un adversaire qui, lui, dispose des armes et n'hésitera pas, s'il le faut, à en faire usage ? Un tel engagement exige un double courage : celui de dire « non » et de résister ; *et* celui de résister *sans* armes, c'est-à-dire en ayant conscience de la dissymétrie des moyens qui les oppose à leur adversaire. À première vue, le choix de la résistance non-violente est donc difficilement compréhensible. C'est l'existence même de l'action non-violente face à un adversaire violent qui fait question.

⁸ Stephen Zunes, *Nonviolent Social Movements*, Malden, Blackwell Publications, 1999 ; Peter Ackerman, Jack DuVall, *A Force More Powerful*, New York, St Martin's Press, 2000.

⁹ L'ensemble des études de cas connus sont référencées dans deux ouvrages bibliographiques. April Carter, Howard Clark, Michael Randle, *People Power and Protest since 1945 : A Bibliography of Nonviolent Action*, Londres, Housmans Bookshop, 2006, et Ronald Mccarthy, Gene Sharp, *Nonviolent Action: A Research Guide*, New York, Garland, 1997.

La seconde problématique concerne l'efficacité de l'action non-violente. Attention, nous ne soutenons aucunement que la majorité, et encore moins la totalité, des actions non-violentes soient efficaces. Une certaine littérature militante et peu objective a pris cette direction. Mais ce n'est ici nullement notre propos. Cependant, la question de l'efficacité se pose dès l'instant où *quelques cas* de résistance civile, même une infime minorité, ont atteint leurs objectifs ; et dès l'instant aussi où un mouvement non-violent a atteint *partiellement* l'un de ses objectifs. Car, comment comprendre qu'une population sans armes ait pu déposer un dictateur soutenu par la plus grande puissance militaire mondiale (aux Philippines en 1986, dont le dictateur Marcos était jusqu'alors le protégé de Reagan), ou que les Noirs américains aient fait plier la coalition des autorités politiques et des hommes d'affaires de tout le sud des États-Unis ?

À ces deux questions – celle de l'émergence et celle de l'efficacité relative des mouvements d'action non-violente – la science politique offre selon nous des éléments de réponse pertinents. Trois concepts/hypothèses permettent de mieux comprendre les mécanismes en jeu dans l'action non-violente : la cohésion sociale ; la servitude volontaire ou le retrait du consentement ; la triangulation du conflit.

Les bases conceptuelles que nous allons présenter ci-dessous doivent être prises à la fois comme des facteurs explicatifs *et* comme des hypothèses réfutables et falsifiables. D'une part, ils ont fait leur preuve en permettant d'éclairer la compréhension, par exemple, du mouvement d'indépendance indien ou de la résistance civile dans les satellites communistes d'Europe centrale et de l'Est. Ils démontrent que les outils de la science politique peuvent aider à comprendre plus en profondeur les phénomènes d'action non-violente et de résistance civile. D'autre part, ils n'ont précisément pas encore été testés dans suffisamment d'exemples concrets pour que l'on puisse être certains de leur « pertinence explicatrice ».

La cohésion sociale : facteur d'émergence de la résistance sans armes

Pour qu'un individu sans armes décide de résister à un adversaire qui en dispose, il faut qu'il soit doté d'un courage hors du commun, habité d'une foi religieuse particulièrement forte ou intensément attaché à un idéal moral. Il est donc clair qu'un tel engagement n'est pas donné à tout le monde. Seuls quelques individus extraordinaires semblent alors capables d'initier une action non-violente. Pourtant, l'histoire donne à voir de nombreux exemples d'actions collectives non-violentes, bien plus que ce à quoi l'on pourrait s'attendre. Comment comprendre alors que tant de personnes s'engagent désarmées contre un adversaire armé ?

La notion de cohésion sociale¹⁰, qui désigne l'intensité des relations entre les membres d'un groupe donné¹¹, fournit une réponse. Elle joue un rôle central dans l'émergence de l'action non-violente. En effet, il existe une différence fondamentale entre le fait d'affronter *seul* ou d'affronter *en groupe* un adversaire armé. Si le combat est possible, c'est avant tout grâce à l'existence d'un fort sentiment de solidarité entre les membres du groupe. Nul besoin, pour vaincre sa peur et se lancer dans l'action, d'avoir le courage d'un héros ou la force morale d'un saint. Car, lorsque l'action est menée à plusieurs, « d'une part, la peur est partagée et, d'autre part, l'appartenance au groupe engendre normalement un sentiment de solidarité parmi ses membres¹² ». Mais si la cohésion sociale explique comment l'action non-violente peut émerger, elle n'explique pas comment elle peut réussir.

***La servitude volontaire et le retrait du consentement :
1^{er} facteur d'efficacité***

Il y a quelque chose d'incompréhensible dans le fait qu'une population civile puisse renverser le plus terrible des dictateurs. Il existe une conception de la nature du pouvoir politique que nous pensons erronée car elle ne permet pas de rendre compte des succès de l'action non-violente. Selon cette conception, le pouvoir est monolithique et réside dans la personne ou la fonction des gouvernants, de sorte qu'il ne dépend nullement du peuple. Le pouvoir reposerait sur la ruse et/ou la force des dirigeants ; sur le monopole de la violence, dirait Max Weber. Une vision opposée de la nature du pouvoir émerge dans l'hypothèse laboétienne de la servitude volontaire et est formalisée par Gene Sharp dans le premier tome de *The Politics of Nonviolence*. Le pouvoir des gouvernants dépend intimement du consentement et de l'obéissance de leurs sujets. De sorte que, lorsque les gouvernés retirent leur consentement, le pouvoir des gouvernants s'effrite automatiquement. Même le mieux armé des despotes est incapable de gouverner sans un degré minimum de coopération de ses sujets.

Cette théorie du pouvoir fondé sur le consentement des sujets offre une explication pertinente à l'efficacité des méthodes de non-coopération (que ce soit la grève dans la sphère du travail, le boycott dans le domaine des biens et des services, ou la désobéissance civile dans le domaine politique). Mais la science politique offre une autre clé d'interprétation : la triangulation du conflit par l'entrée en scène de l'opinion publique.

¹⁰ Employée pour la première fois par Émile Durkheim dans son ouvrage *De la division du travail social* en 1893.

¹¹ La conscience d'appartenir à un groupe se forme à partir d'éléments socio-économiques, culturels, nationaux, religieux ou politiques.

¹² J. Sémelin, *Sans armes face à Hitler*, op. cit., p. 94

La triangulation du conflit par l'entrée en scène de l'opinion publique : 2^e facteur d'efficacité

La théorie du pouvoir fondé sur le consentement n'explique pas tout. Elle s'est montrée incapable de rendre correctement compte de certaines oppressions, comme le patriarcat¹³, et a été critiquée d'un point de vue structuraliste¹⁴. Pour comprendre comment des activistes non-violents obtiennent certaines victoires face à des adversaires mieux armés, il faut intégrer un deuxième concept : celui d'opinion publique.

Les démocraties modernes, et dans une moindre mesure les régimes autoritaires, ne peuvent gouverner sans un soutien minimal de l'opinion publique nationale et/ou internationale. Or, pour comprendre la dynamique de l'action non-violente, il faut savoir que les conflits dans lesquels elle s'engage ne se « jouent » pas à deux, mais à trois. L'opinion publique remplit le rôle d'arbitre. Elle départage les deux opposants. Aussi, la stratégie non-violente consiste souvent – mais pas toujours – à « convaincre l'opinion publique pour que l'opinion publique puisse contraindre les décideurs¹⁵ ». Il s'agit moins d'influer sur le rapport de forces que sur le rapport des consciences, en remportant les luttes symboliques. La stratégie de Martin Luther King, par exemple, n'était pas de forcer (au sens propre, par la violence) directement les Blancs à respecter les Noirs, mais de faire appel à l'opinion publique nationale pour que les dirigeants ségrégationnistes ne puissent plus commettre leurs injustices sans qu'ils n'aient pour cela à subir des coûts importants ou qu'il en résulte une perte de leur légitimité. Les activistes non-violents agissent *indirectement* sur le *rapport de forces* en créant *directement* un nouveau *rapport des consciences*. Ils persuadent l'opinion publique¹⁶ qui, elle, contraindra les oppresseurs¹⁷.

On ne peut donc comprendre l'efficacité de l'action non-violente qu'à condition d'avoir identifié le rôle de l'opinion publique et la manière habile dont les activistes non-violents s'entretiennent avec elle.

Ces trois hypothèses théoriques doivent être vérifiées en pratique par l'analyse de mouvements historiques d'action non-violente et de résistance

¹³ Christine Mason, « Women, Violence and Nonviolent Resistance in East Timor », *Journal of Peace Research*, 2005, vol. 42, n° 6, pp.737-749.

¹⁴ Brian Martin, « Gene Sharp's Theory of Power », *Journal of Peace Research*, 1989, vol. 26, n° 2, pp. 213-226.

¹⁵ Jean-Marie Muller, lors d'un colloque sur la non-violence le 17 mars 2006. La retranscription écrite est disponible sur www.desobeissancecivile.org/.../5%20Jean%20Marie%20Vendredi.doc (consulté le 3 novembre 2011)

¹⁶ Concrètement, les activistes non-violents cherchent à *persuader* l'opinion publique par la mise en scène de leurs revendications, à travers des actions spectaculaires et inventives destinées à interpeller les consciences. Doug McAdams conceptualisé cela sous le terme de « dramaturgie stratégique » (Doug McAdams, « The framing function of movement tactics : Strategic dramaturgy in the American civil rights movement », in « *Comparative Perspectives on Social Movements* », Cambridge, Cambridge University Press, 1996, pp. 335-354, p. 338).

¹⁷ On sait par exemple que les nazis ont ralenti et parfois même arrêté la déportation des juifs suite à des protestations de l'opinion publique. Ce fut notamment le cas au Danemark.

civile. Ces études de cas présentent le double intérêt de mettre à l'épreuve la théorie déjà existante (en vue de la conforter ou d'en pointer les limites), et d'offrir à la communauté scientifique de nouveaux exemples sur lesquels les travaux futurs pourront s'appuyer.

Méthodologie pour une étude de cas

Le premier intérêt d'une étude de cas – avant même de permettre de tester les hypothèses explicatives – est d'offrir une connaissance approfondie d'un objet jusque-là peu connu. Pour faciliter les futurs travaux en ce domaine, nous avons élaboré une grille d'analyse que nous proposons ici au reste des théoriciens de l'action non-violente. Cette grille se divise en trois séries de questions : tout d'abord, les questions factuelles, ensuite, les questions analytiques, enfin, les questions spécifiques. Les questions factuelles et analytiques sont génériques et se posent quel que soit l'exemple analysé. Nous pouvons donc les présenter ici. En revanche, les questions spécifiques, leur nom l'indique, sont élaborées à partir du cas étudié et prennent en compte sa singularité. Pour construire cet ensemble de questions, nous sommes partis des études de cas déjà disponibles, dont les références bibliographiques sont disponibles sur le site de l'International Center of Nonviolent Conflict¹⁸. En France, huit contributions synthétiques mais instructives sont disponibles dans l'ouvrage dirigé par Jacques Sémelin, *Quand les dictatures se fissurent* (1995). Nous avons recherché la façon dont les auteurs ont questionné et interrogé leurs objets. Nous avons sélectionné les questions nous paraissant les plus pertinentes et les plus fécondes.

Les *questions factuelles* visent à fournir une présentation socio-historique précise du mouvement étudié. Un principe épistémologique de base veut en effet que la description précède l'analyse. Nous poserons pour cela quatre questions empiriques : Qui ? Pourquoi ? Comment ? Où et quand ?

Qui sont les acteurs mobilisés dans l'action non-violente ou le mouvement de résistance civile ? Nous pouvons ici reprendre la typologie de Jacques Sémelin qui suggère que, contre l'occupation nazie, les acteurs de la résistance civile sont de deux catégories : institutionnelle et populaire. « La première se caractérise par l'action spécifique des institutions qui structurent la société (le gouvernement et son administration) en tant que représentants du pouvoir politique légitime, et les partis, les Églises, les syndicats, les associations, en tant que représentants constitués des divers groupes d'intérêts et courants d'opinion. La seconde recouvre le phénomène de la mobilisation spontanée des populations à la base, s'exprimant par exemple à travers des grèves, des manifestations, des actions de désobéissance civile, etc.¹⁹ ».

¹⁸ <http://www.nonviolent-conflict.org/index.php/learning-and-resources/resources-on-nonviolent-conflict>. Créé en 2002 par Peter Ackerman et Jack DuVall, l'*International Center on Nonviolent Conflict* est une fondation américaine promouvant l'étude des stratégies civiles et non-violentes, ainsi que son utilisation dans le cas des mouvements de défense des droits de l'homme ou de promotion de la démocratie.

¹⁹ J. Sémelin, *Sans armes face à Hitler*, op. cit., p. 51.

Il importe aussi, à chaque fois, de repérer les prédispositions sociologiques à l'investissement dans la lutte sans armes. De nombreux facteurs sont alors à prendre en compte : âge, sexe, nationalité, origine sociale, degré de politisation, orientation politique, niveau d'études, capital culturel, etc. Par exemple, dans le cas de l'antimilitarisme basque contemporain (1980-2000), les militants furent principalement des « personnes jeunes, fortement politisées et appartenant au nationalisme basque et à la gauche (alternative surtout)²⁰ ». L'identité des acteurs définit – mais de manière dialectique en dépend – le contenu des objectifs du mouvement non-violent.

Il existe des actions qui sont en elles-mêmes non-violentes, mais dont le but désiré²¹ ou la conséquence prévisible²² représentent clairement une forme de violence. Une action non-violente ne peut donc par définition pas viser n'importe quel objectif. Cela ne veut pas dire cependant qu'elle doive s'orienter vers un but unique, à savoir la promotion de la démocratie. Les causes défendues par les mouvements de résistance civile du XX^e siècle sont d'une extrême variété : décolonisation, démocratisation, égalité raciale, droits des travailleurs, protection de l'environnement, égalité des sexes, droits religieux et indigènes, défense des cultures nationales et des systèmes politiques contre l'impérialisme culturel, et opposition aux guerres et à l'armement.

Mais il ne faut pas se contenter d'identifier les objectifs. Deux autres questions doivent retenir notre attention : comment sont déterminés les objectifs ? Et comment évoluent-ils au cours du conflit ? Le défi, pour les activistes, est de fixer un objectif à la fois clair, précis, limité et possible. Le choix de l'objectif est primordial, car il doit répondre à trois exigences principales²³ : offrir une « prise » par laquelle le plus grand nombre puisse faire pression sur l'adversaire ; porter sur un point où celui-ci est vulnérable ; présenter une valeur suffisamment mobilisatrice pour catalyser les volontés dispersées. C'est au chercheur de reconstituer ce processus de choix, sans jamais perdre de vue qu'un mouvement peut partager plusieurs objectifs, parfois même contradictoires. En effet, une action collective est toujours la réunion de plusieurs individus qui, bien qu'ils se retrouvent sur un mot d'ordre commun, ont des intérêts divergents et des motivations distinctes. Enfin, il est tout aussi important d'étudier l'évolution des objectifs en fonction des changements de situation, de l'avancée du conflit, du moral des activistes et de la réponse de leurs adversaires.

Outre les objectifs, il s'agit aussi d'identifier les moyens d'action mis en œuvre (par exemple la désobéissance civile des antimilitaristes basques, les

²⁰ Ehuzki Urteaga, *Etudes sur la société française*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 27.

²¹ Par exemple la grève des camionneurs chiliens en préparation au coup d'État de Pinochet contre Allende.

²² Par exemple des contrôleurs aériens qui entreraient en grève sans préavis, et créeraient alors immédiatement des risques d'accidents d'avions.

²³ C. Mellon, J. Sémelin, *La non-violence, op. cit.*, p. 51.

manifestations de masse pour l'indépendance du Timor oriental, et la mise en place d'un programme constructif pour l'autonomie zapatiste). Pour ce faire, il est toujours possible de s'appuyer sur la typologie de Gene Sharp qui – même si ses critères sont insuffisants et se recourent parfois, et qu'elle ne remet pas les actions dans leur contexte – a le mérite d'être la plus complète, la mieux détaillée et la plus utilisée (Sharp, 1973)²⁴. Mais ce travail d'identification-classification n'est pas suffisant.

Comme l'expliquent Doug McAdam et Sidney Tarrow²⁵, lorsque les activistes choisissent les moyens d'action qu'ils vont opposer à ce qu'ils jugent être une oppression ou une injustice, trois alternatives s'offrent à eux : action institutionnelle ou action non-institutionnelle ? Action légale ou action illégale ? Action non-violente ou action violente ? Chaque option présente des coûts et des bénéfices que les activistes prennent en compte. Il faut donc, dans une perspective de sociologie compréhensive, rechercher le sens et les motifs du comportement des acteurs. La question est ici celle des motifs – pragmatiques Vs déontologiques – de l'action. Il s'agit ici de se demander si les activistes adoptent la non-violence par adhésion éthique, ou simplement par calcul stratégique, car ils considèrent la non-violence comme la plus efficace des différentes formes d'action à un moment donné. Ceux qui adoptent la non-violence par pragmatisme et non par déontologie sont prêts à l'abandonner s'ils jugent qu'elle n'est plus la meilleure méthode pour parvenir à leurs fins. Mais il faut aussi prendre en compte un troisième cas, où l'on choisit la résistance sans armes ni par conviction éthique ni par calcul stratégique, mais tout simplement « par défaut », « faute de mieux », car on n'a pas accès aux armes. Ce cas est plus fréquent qu'on ne pourrait le croire.

Une troisième question, centrale à propos des moyens, concerne les relations entre résistance non-violente et violence insurrectionnelle. On s'imagine souvent que ces deux formes d'action sont indépendantes voire antithétiques. Or si l'étude des faits doit nous apprendre quelque chose, c'est bien l'extraordinaire richesse des liens entre ces deux modes de lutte et la fréquente imbrication de la résistance civile avec la résistance armée²⁶. La force militaire d'un État étranger est souvent primordiale pour permettre à un mouvement de résistance de parvenir à ses fins. En effet, les campagnes de désobéissance ont en général la capacité d'affaiblir un dictateur, mais non

²⁴ Il existe cependant d'autres typologies des formes d'action non-violente. Notamment celle de Boserup et Mack, fondée sur les fonctions stratégiques de l'action (*War without weapons: Nonviolence in national defence*, Londres, Francis Pinter, 1974).

²⁵ Doug McAdam, Sydney Tarrow, « Nonviolence as Contentious Interaction », *Political Science and Politics*, 2000, vol. 33, n° 2, p. 151.

²⁶ L'exemple canonique concerne le mouvement américain des droits civiques. L'image d'Epinal oppose de manière frontale la désobéissance civile des Noirs à la force étatique. La réalité est autrement plus complexe. Les troupes de Martin Luther King ont de nombreuses reprises, bénéficié de la protection de l'armée fédérale contre les ségrégationnistes du Sud. La *freedom ride* de mai 1961, entre Montgomery et Mississipi, n'aurait par exemple pas été possible sans l'escorte armée de 22 voitures de patrouille, deux bataillons de gardes nationaux, la reconnaissance du plan de route par l'armée américaine et deux hélicoptères.

d'amener la chute finale de son régime. Il faut pour cela une intervention additionnelle²⁷. C'est précisément ce qui s'est passé dans la lutte pour l'indépendance du Timor oriental, où l'intervention des États-Unis²⁸ a permis de conclure le travail de longue haleine initié depuis deux décennies par la résistance non-violente des Timorais orientaux.

Une dernière question factuelle concerne le contexte et les facteurs d'émergence de l'action non-violente : où et quand ? Comme l'écrit Olivier Fillieule, « aucun mouvement social ne peut émerger s'il ne bénéficie pas d'un minimum d'opportunités politiques ²⁹ ». Il faut donc s'interroger sur les conditions à la fois structurelles et conjoncturelles ayant favorisé l'émergence d'un mouvement. Il est possible pour ce faire de s'appuyer sur la sociologie des mouvements sociaux, dont Daniel Cefaï propose une synthèse exhaustive dans *Pourquoi se mobilise-t-on ? Théories de l'action collective*³⁰. Concernant l'antimilitarisme basque des années 1990, nous pouvons par exemple identifier trois facteurs structurels (l'affaiblissement du sentiment patriotique français, la vigueur de la tradition basque et la centralisation du pouvoir au sein de l'État français) et deux facteurs conjoncturels (les mobilisations contre la guerre du Golfe et l'intensité de l'antimilitarisme basque en Espagne). L'émergence du nationalisme au Timor oriental – exemple déjà évoqué plus haut – ne peut être comprise sans prendre en compte le rôle de l'Église catholique et le contexte international. L'Église a effectivement offert un soutien à la fois physique et émotionnel aux activistes. Son organisation en réseau et ses ressources matérielles et économiques ont été mises à disposition des résistants non-violents. De même, il faut mesurer toute l'importance de l'intervention étrangère, à savoir la décolonisation portugaise, la recolonisation indonésienne en 1975, l'immobilisme des membres de l'ASEAN, la reconnaissance de l'annexion indonésienne du Timor par l'Australie et l'approvisionnement en armes du régime de Suharto par les États-Unis³¹. Mais l'engagement étranger ne vaut pas que dans un sens, et ne se fait pas spécifiquement en faveur des « oppresseurs ». L'expérience zapatiste fut l'occasion de développer une solidarité transnationale entre les victimes de la « mondialisation néolibérale ». En été 2007 s'est tenue la « seconde rencontre entre les peuples zapatistes et les peuples du monde » qui, durant sept jours, a réuni plusieurs milliers de sympathisants zapatistes du monde entier venus assister à des conférences et des tables rondes sur l'organisation interne des communes

²⁷ Ce fut notamment le cas avec l'influence des États-Unis au Vietnam du Sud en 1963 et aux Philippines en 1986.

²⁸ Intervention diplomatique, mais qui n'a été possible que parce qu'elle reposait sur une menace militaire.

²⁹ Olivier Fillieule, *Sociologie de la protestation : les formes de l'action collective dans la France contemporaine*, Paris, L'Harmattan, 1992, p. 46.

³⁰ Daniel Cefaï, *Pourquoi se mobilise-t-on ? Théories de l'action collective*, Paris, La Découverte, 2007.

³¹ Paule Bouvier, Kerstine Vanderput, *Timor oriental : le combat d'un peuple*, Paris, L'Harmattan, 2001.

zapatistes autogérées, mais aussi à l'analyse des conséquences du néolibéralisme et de l'ALENA.

En partant de cette description de la nature des acteurs, de leurs moyens d'action, de leurs objectifs et du contexte du conflit, les études de cas peuvent dans un second temps permettre d'aborder notre objet de manière *analytique*.

Nous proposons ici de reprendre deux questions que Timothy Garton Ash et Adam Roberts soumettent à toute étude de cas. Premièrement, de manière générale, le mouvement peut-il être considéré comme un succès ou comme un échec ? Ce qui, pour répondre, implique au préalable une réflexion sur la définition et les critères du succès (et de l'échec). Deuxièmement, dans quelle mesure le succès (ou l'échec) doit-il être attribué à la stratégie non-violente, plutôt qu'à d'autres facteurs indépendants et externes ? Autrement dit, il s'agit de se demander dans quelle mesure le mouvement de résistance civile pour l'indépendance du Timor oriental (ce n'est qu'un exemple) doit son succès à l'efficacité de son organisation, de sa stratégie et de ses actions, ou plutôt à des éléments particuliers relevant de l'environnement politique national et international dans lequel le mouvement d'indépendance a pris place ? L'analyse doit donc se déployer en trois mouvements : Qu'est-ce que le succès ? Le mouvement non-violent a-t-il remporté un succès ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?

La notion de succès (et celle d'échec) est sujette à confusions et controverses. Faut-il définir le succès par l'écart entre les objectifs annoncés et les résultats obtenus³² ? Ou faut-il prendre un critère de succès indépendant des buts que les acteurs se sont fixés, en considérant par exemple qu'un mouvement est victorieux s'il parvient à instaurer la démocratie de manière durable, à déstabiliser un dictateur ou à promouvoir de nouveaux droits pour les minorités opprimées (les Noirs, les indigènes, les femmes, etc.)³³ ? Dans ce cas, on applique un critère normatif, puisque l'évaluation du succès dépend non des objectifs que les acteurs se sont donnés mais des objectifs que le chercheur considère que les résistants auraient pu atteindre. On pourrait aussi, dans une troisième perspective, évaluer le succès de l'action non-violente en comparant ses résultats à ceux obtenus par les autres formes d'action (armées, institutionnelles, etc.). On pourrait, quatrièmement, soutenir que le succès d'un mouvement dépend du nombre d'individus et de groupes qu'il est parvenu à fédérer (au sens où une manifestation est un succès lorsqu'elle réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes). Enfin, sur quelle échelle de temps faut-il évaluer les résultats d'un mouvement ? Car,

³² Dans ce cas on pourrait dire des antimilitaristes basques qu'en 1995, leur mouvement n'avait obtenu qu'un maigre succès, puisque le gouvernement avait proposé un « aménagement de peines » pour les insoumis, alors que le mouvement portait des revendications bien plus fortes : la relaxe immédiate pour les insoumis et la suppression de la conscription.

³³ On serait alors amené à considérer que la résistance civile timoraise a partiellement échoué car, malgré l'indépendance obtenue en 1999, le Timor oriental demeure une société très traditionnelle et conservatrice qui n'a pas encore pleinement accepté les femmes résistantes qui ont été violées par les occupants indonésiens (pour les punir de leur engagement contestataire).

l'histoire donne des exemples de succès apparents (Ukraine 2004 et Géorgie 2003) et d'échecs apparents (Tchécoslovaquie 1968) qui, sur une période de temps plus longue, ont contribué respectivement à l'échec ou au succès. Nous ne faisons ici qu'ouvrir des pistes, et ces options méritent d'être discutées plus longuement. Notons simplement que Brian Martin plaide vigoureusement pour que les chercheurs concentrent leurs études de cas vers des exemples non victorieux, qui ont jusqu'ici été largement sous-estimés par la littérature de la non-violence car, par parti pris idéologique, elle s'est principalement intéressée aux mouvements efficaces et victorieux³⁴.

Une fois résolu le problème de la définition du succès, il faudra s'interroger sur l'importance relative des facteurs internes et externes de vulnérabilité et de réussite. Au sein de la littérature des mouvements sociaux et de l'action non-violente, un débat particulièrement intense oppose l'école environnementale-externaliste à l'école volontariste. La question est celle des facteurs explicatifs du succès (ou de l'échec) d'un mouvement. Les environnementalistes soutiennent, dans la lignée d'Adam Roberts, qu'un mouvement doit sa réussite avant tout au contexte dans lequel il s'insère (le contexte économique, politique, international, militaire, géographique, culturel, etc.). Les volontaristes, comme Gene Sharp, mettent l'accent sur le mouvement social (sa stratégie, ses tactiques, son action), qui est en lui-même la source du changement. Cette opposition s'articule en fait sur la dichotomie entre *facteurs externes* et *facteurs internes* du succès de l'action non-violente³⁵.

Ce débat fut particulièrement vif concernant le degré d'influence des mouvements de résistance civile d'Europe de l'Est dans l'effondrement du régime soviétique et la chute du mur de Berlin. Il ressurgit dans chaque étude de cas. Nous pensons pour notre part que chacune de ces deux approches saisit une vérité essentielle des politiques du conflit, et qu'il faut tenter de les concilier. En effet, Doug McAdam soutient que, sous des conditions environnementales stables, les régimes établis sont excessivement durs à défier, sans parler de les renverser. Les mouvements non-violents puissants bénéficient donc habituellement de processus antérieurs de déstabilisation, qui affaiblissent les régimes et les rendent plus vulnérables et susceptibles au changement. Mais cela ne doit pas nous faire croire à un pur déterminisme environnemental concernant les mouvements victorieux. Les mouvements victorieux dépendent en effet de manière décisive de la capacité des insurgés à reconnaître et à exploiter les opportunités offertes par les processus de changement environnementaux³⁶. Ainsi, l'environnement fournit des *possibilités* qui ne deviennent *réalités* qu'à condition que les

³⁴ B. Martin, « Gene Sharp's Theory of Power », *op. cit.*, 2001, p. 143.

³⁵ Sachant que les facteurs externes ont été davantage étudiés que les facteurs internes. Cette inégalité peut s'expliquer par le fait qu'il est toujours particulièrement difficile d'obtenir des informations concernant les mouvements de résistance et d'opposition.

³⁶ Doug McAdam, « The US Civil Rights Movement », dans Timothy Garton Ash, Adam Roberts *Civil Resistance and Power Politics*, New York/Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 61.

acteurs sachent repérer et exploiter les opportunités qui se présentent à eux. En conséquence de cette complémentarité dialectique des facteurs internes et externes, les études de cas ne doivent faire l'impasse ni sur la stratégie des acteurs non-violents, ni sur le contexte dans lequel ils agissent.

Les apports de l'action non-violente pour la science politique

La sociologie politique, nous l'avons dit, s'est jusqu'aujourd'hui assez peu penchée sur les mouvements de résistance civile et d'action non-violente. Qui plus est, aux vues des multiples difficultés soulevées par ce type de recherche (problèmes de définition, difficulté d'accès aux sources, isolement des chercheurs, méthodologie encore incertaine), nous sommes en droit de nous demander si le jeu en vaut la chandelle ? Mais il nous semble que oui. Au moins deux bonnes raisons plaident pour le développement des travaux de science politique – et non spécifiquement d'histoire, de sociologie, ou de philosophie, bien que la science politique s'alimente nécessairement de ces disciplines adjacentes – sur l'action non-violente. Tout d'abord, les outils de la science politique peuvent aider à comprendre plus en profondeur les phénomènes d'action non-violente et de résistance civile. Nous l'avons vu dans la partie concernant les trois hypothèses de recherche. Et, à l'inverse, l'étude de l'« action non-violente » constitue un précieux apport pour la science politique. Elle permet à la fois :

... d'apporter des éléments nouveaux à des débats actuels :

- Sur le rapport entre violence et conflit politique : la théorie de Carl Schmitt – selon qui la distinction ami-ennemi, qui est le critère spécifique du politique, conduit nécessairement à la guerre ou à la suppression de l'ennemi³⁷ – ne permet pas de comprendre des événements comme celui de Birmingham où, en 1963, les pompiers et les policiers racistes du shérif ultra-ségrégationniste Bull Connor refusèrent d'obéir à l'ordre d'allumer les lances à incendie sur les manifestants qui marchaient vers eux. Il est donc possible de concevoir la notion de conflit politique (car, en cela Schmitt a raison, la politique est bien le lieu du conflit) sans celle de violence. Alors que la politique a classiquement été définie comme l'assomption ou l'ordination de la violence, elle aurait peut-être davantage à voir avec son exclusion.

- Sur la question de la légitimité de la désobéissance civile en démocratie : il s'agit ici de savoir si des citoyens peuvent légitimement désobéir à la loi, pourtant issue de la volonté majoritaire et de la décision du Parlement légitimement élu, au seul motif qu'elle leur semble injuste ? Il faut, qui plus est, se demander à quel titre l'on serait fondé de désobéir à la loi alors que, en démocratie, des voies de contestations légales sont mises à la disposition des citoyens. Il est possible d'envisager ces problèmes en partant de la pensée des précurseurs de la désobéissance civile, à savoir Thoreau, Gandhi

³⁷ Carl Schmitt, *La notion du politique*, Paris, Flammarion, 1992.

et King³⁸, et en intégrant les réflexions de John Rawls et Hannah Arendt sur le sujet³⁹.

... de réactiver des grandes problématiques de la science politique trop longtemps restées marginales :

- Sur le lien moral et stratégique entre la fin et les moyens : exceptés Gandhi, Paul Ricœur et Vladimir Jankélévitch, peu de réflexions ont été consacrées à cette question, et l'idée selon laquelle lorsque la cause est juste les moyens le sont aussi a été globalement acceptée. Pourtant, l'action non-violente vient défier à deux niveaux, moral et stratégique, la maxime soutenant que la fin justifie les moyens : outre que, comme le dit Gandhi, il est moralement condamnable de faire un mal pour obtenir un bien, l'expérience historique laisse aussi penser qu'il est contreproductif d'utiliser des moyens immoraux pour atteindre une juste cause, car les moyens que l'on adopte déterminent – ou du moins influencent significativement – les fins auxquelles on arrive.

- Sur la question du meilleur régime : après l'involution totalitaire du projet d'émancipation communiste, le XX^e siècle semble avoir abandonné toute volonté de « changer le monde », et la démocratie libérale s'est imposée comme le régime économique-politique de la « fin de l'histoire⁴⁰ ». Pourtant, en examinant la possibilité de substituer une stratégie civile de défense aux armées militaires (Roberts, 1967), et en élaborant l'idée d'un « remplacement progressif⁴¹ » des sanctions violentes par des sanctions non-violentes, les théories et les pratiques de la non-violence donnent matière à réfléchir sur une culture et une civilisation nouvelles.

... et de réélaborer des concepts devenus inadaptés pour décrire le monde actuel :

- La notion de « puissance » dans le champ des relations internationales : aucun des trois concepts de la théorie dominante des relations internationales (« hard power », pouvoir économique, et « soft power » de Joseph Nye⁴² n'offre une description adéquate de la forme de pouvoir mise en œuvre par les mouvements de résistance civile. La résistance civile est par défaut associée au *soft power*. Mais cette assimilation est erronée, car contrairement à ce dernier, qui ne fonctionne que par la séduction et la persuasion, la résistance civile peut impliquer des éléments de coercition. L'action non-violente invite donc la science politique et en particulier l'étude des relations internationales à affiner leur compréhension du pouvoir.

³⁸ Mohandas Karamchand Gandhi, *Résistance non violente*, Paris, Buchet/Chastel, 2007 ; Martin Luther King, *Révolution non violente*, Paris, Payot, 2006 ; Henry David Thoreau, *Désobéir*, Paris, Éditions de l'Herne, 1994.

³⁹ Hannah Arendt, *Du mensonge à la violence*, Paris, Calmann-Lévy, 1972 ; John Rawls, *Théorie de la justice*, Paris, Seuil, 1987.

⁴⁰ Francis Fukuyama, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

⁴¹ Gene Sharp, *Social Power and Political Freedom*, Boston, Sargent Publishers, 1980.

⁴² Joseph Nye, *Soft Power : The Means to Success in World Politics*, New York, Public Affairs, 2004.

- La notion de « révolution » : la conception jacobine-bolchévique de la révolution⁴³, encore présente dans tous les esprits, doit être dépassée. Comme l'explique Timothy Garton Ash⁴⁴, la résistance dans les anciens satellites communistes d'Europe centrale et de l'Est a donné lieu à une nouvelle forme de révolution, « colorée » et « non-violente », qualitativement différente du modèle jacobin-bolchévique de 1789 et 1917. Le fait que, lors des quarante dernières années, 50 des 67 renversements de régimes autoritaires aient abouti grâce à la résistance civile non-violente⁴⁵ impose aux chercheurs en science politique de redéfinir la notion de révolution en la détachant de celle de violence⁴⁶.

⁴³ Pour une histoire détaillée du mot « révolution », et une présentation de son acception jacobine-bolchévique, largement dominante aujourd'hui : Alain Rey, « Révolution », *Histoire d'un mot*, Paris, Gallimard, 1989.

⁴⁴ T. Ash, A. Roberts, *Civil Resistance and Power Politics*, *op. cit.*, p. 375.

⁴⁵ P. Ackerman, J. Duvall, *A Force More Powerful*, *op. cit.*

⁴⁶ Le premier emploi de l'expression « révolution non-violente » remonte à Martin Luther King (*Why we can't wait*, 1963), bien qu'on en trouve déjà l'idée chez le pacifiste allemand Barthélémy de Light (*Pour vaincre sans violence*, 1935). Dans un article de jeunesse (« The Meanings of Nonviolence : a Typology », 1959), Gene Sharp plaide pour un travail de conceptualisation et de clarification de ce concept.

Encyclo

Revue de l'école doctorale ED 382

Etienne TASSIN

Éditorial

POUVOIRS

Manuel CERVERA-MARZAL

Le pouvoir des sans pouvoir

Diego PAREDES GOICOCHEA

Innovation et fondation

FIGURES

Émilie BALLON

L'affaire de la calandre de Tours (XVIII^e-XIX^e siècles)

Élodie JAUNEAU

Les femmes dans l'armée française pendant les guerres (XIX^e-XX^e siècles)

DISCOURS

Carolina MARTINEZ

André Thevet et Jean de Léry

Anders FJELD

De l'utopie marxienne comme trace de vérité à la dévictimisation du prolétariat chez Rancière

Pascal BOUSSEYROUX

Edmond Michelet et la gauche

RÉSUMÉ DE THÈSE

Isabelle BRETTHAUER

Des hommes, des écrits, des pratiques, systèmes de production et marchés de l'acte écrit aux confins de la Normandie et du Maine à la fin du Moyen Âge (2011)

